

Les Français favorables à la police de l'€™environnement

Dossier de la rédaction de H2o
July 2025

Fin mai 2025, l'Office français de la biodiversité a mandaté l'institut Toluna Harris Interactive pour réaliser une étude auprès des Français, afin de faire le point sur la place de l'environnement au sein de leurs occupations et sur leur connaissance, leur image et leurs attentes à l'égard de la police de l'environnement.

Selon cette étude, la quasi-totalité des Français se déclarent préoccupés par les enjeux environnementaux, notamment en ce qui concerne la pollution de l'eau (91 %), la destruction des forêts (89 %) ou la disparition d'espèces animales (87 %). Ces inquiétudes vont de pair avec le fait que, pour une majorité des Français, l'environnement est mal protégé et nécessite un renforcement de sa protection. À ce sujet, les règles et lois qui s'appliquent pour protéger l'environnement sont perçues comme nécessaires, plutôt compréhensibles, mais mal respectées. Concernant la police de l'environnement, les trois quarts des personnes interrogées déclarent avoir entendu parler de la police de l'environnement. Si ce niveau de notoriété semble plutôt élevé au premier abord, il cache une certaine méconnaissance puisque seulement 35 % déclarent voir précisément ce dont il s'agit. En revanche, 93 % des Français considèrent son existence comme une "bonne chose", estiment qu'elle devrait être plus présente sur le terrain et procéder davantage de contrôles. Les Français souhaiteraient en priorité qu'il y ait davantage de contrôles envers les industries, les chasseurs et les entreprises de services, se montrant plus nuancés en ce qui concerne les collectivités locales et les agriculteurs. Dans ce contexte, on peut enfin noter que près de 4 Français sur 5 estiment que c'est une bonne chose que les agents de la police de l'environnement soient armés dans le cadre de leurs activités de contrôle. Enfin, il est intéressant à noter : la préoccupation des Français pour la préservation de l'environnement et le soutien aux missions de la police ne souffre d'aucun clivage géographique puisque les habitants des zones rurales sont 93 % à penser qu'il faut renforcer la protection de l'environnement, 92 % dans les grandes villes et 90 % à Paris ; les ruraux sont aussi les premiers à demander davantage de contrôles.